



Research Report

Research Division - NATO Defense College, Rome – February 2011

Que penser de la crise politique que traversent l’Afrique du Nord et le Moyen-Orient ?

Pierre Razoux¹

La situation chaotique qui prévaut en Égypte et la « révolution du jasmin », au cours de laquelle le peuple tunisien s’est récemment débarrassé du président Ben Ali, ont ressuscité la théorie des dominos, très en vogue depuis quelques jours dans l’ensemble du monde arabe. En Europe et aux États-Unis, chacun s’interroge sur les conséquences des évènements en cours. C’est salubre, car quand l’histoire s’accélère, la méthode Coué est mauvaise conseillère. S’en remettre au destin ou aux vœux pieux en espérant que la crise politique actuelle n’aboutira pas à une situation défavorable pour l’équilibre de la région, du moins tel que l’imaginent les gouvernements occidentaux, constituerait une erreur. Tout comme imaginer que les nouveaux gouvernements issus de ces révolutions seront par nature favorables à l’Occident. Il n’est pas impossible, compte tenu de la montée des frustrations sociales et du blocage persistant du dossier israélo-palestinien, qu’une nouvelle ligne de fracture forgée sur la résistance à l’Occident ne soit en train de naître dans l’ensemble du monde arabe.

Une situation pour l’instant sous contrôle au Maghreb

Tout indique que des émeutes ponctuelles et les manifestations d’hostilité aux régimes en place se poursuivront en Afrique du Nord, compte tenu du chômage endémique et des frustrations croissantes d’une population jeune, sans réelles

¹ Pierre Razoux est responsable de recherches au Collège de Défense de l’OTAN, en charge du Moyen-Orient. Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l’auteur et ne doivent être attribuées ni au Collège de Défense de l’OTAN, ni à l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord.

perspectives d'avenir. Il est toutefois peu probable que l'exemple tunisien aboutisse, au moins à court ou moyen terme, à la chute des dirigeants maghrébins.

La situation en Algérie reste certes très volatile, mais le pouvoir peut compter sur trois soupapes de sécurité : une relative liberté d'expression, même si celle-ci ne peut dépasser certaines bornes ; une rente gazière et pétrolière qui lui permet de lâcher du lest ; une collusion totale entre l'armée et le parti au pouvoir. Au Maroc, la situation est tout aussi préoccupante, mais le roi peut compter sur son statut de commandeur des croyants, sur une ouverture timide du droit d'expression, sur de modestes réformes sociétales et sur des investissements économiques prometteurs. En Libye, l'organisation tribale, le nombre restreint d'habitants et la rente pétrolière sont garantes de la paix sociale. La situation de la Mauritanie est différente et s'apparente beaucoup plus à celle des pays d'Afrique noire en crise, qu'à celle des pays arabes.

Un bilan plus contrasté au Moyen-Orient

En Jordanie, la monarchie, toujours populaire, reste garante de l'unité du pays et de la place des minorités qui doivent composer avec une majorité palestinienne croissante. Le principal défi reste économique, mais l'on peut penser que si la situation empirait, les Occidentaux et les pétromonarchies accentueraient leur aide financière pour permettre au roi d'éteindre l'incendie. Si le gouvernement, accusé d'incurie et de corruption, venait à tomber, la monarchie n'en serait pas pour autant affectée.

En Syrie, le pouvoir, qui règne d'une main de fer en s'appuyant sur l'armée et les services, est parvenu à sortir de son isolement et à marquer des points sur la scène régionale. Il peut surtout compter sur le soutien de la Russie.

Au Liban, la contestation populaire s'inscrit dans un tout autre registre. Ce n'est pas la nature du pouvoir qui est contestée, mais certaines modalités du jeu constitutionnel, de même que la redéfinition des équilibres entre communautés. Le nouveau Premier ministre Nagib Mikati est d'abord et avant tout un milliardaire

sunnite soutenu par une coalition hétéroclite (chiite, chrétienne et druze), avant d'être le candidat poussé par le Hezbollah. Si le clan Hariri se montre si hostile à sa nomination, outre la question de l'attitude vis-à-vis du Tribunal international, c'est peut être que les deux familles sont rivales en affaires depuis longtemps. Une majorité de Libanais semble aujourd'hui privilégier la stabilité du pays, quitte à passer l'assassinat de Rafic Hariri par pertes et profits.

La situation reste pour l'instant stable au sein du Conseil de Coopération du Golfe. Les pétromonarchies n'ont pu que reconnaître la révolution tunisienne, mais elles se sont empressées de condamner la révolution en cours en Égypte. Elles ont pris des mesures préventives pour éviter tout débordement. Leur richesse leur permet pour l'instant d'apaiser la contestation sociale. Au cœur de la péninsule arabique, seul le Yémen présente les caractéristiques et la fragilité socio-économique qui laissent présumer de sérieuses difficultés pour le régime en place.

L'Irak se trouve pour sa part déjà au cœur de la tourmente. Il est peu probable que les événements survenus en Tunisie et en Égypte changent la donne et modifient les rapports de forces, ni surtout l'équilibre précaire qui est en train de s'instituer dans le pays. Quant à l'Iran, le contexte est radicalement différent et il est difficile d'imaginer que les révolutions tunisienne et égyptienne suffisent à réveiller l'ardeur des réformistes qui ont payé un lourd tribut l'année dernière et qui semblent plutôt miser sur la disparition du guide suprême, en attendant la fin du mandat de l'actuel président.

L'Égypte et l'Autorité palestinienne les plus menacées à court terme

Deux pouvoirs arabes sont en revanche directement menacés et pourraient s'effondrer plus vite que l'on pense. La chute de l'un pourrait d'ailleurs précipiter celle de l'autre. Le président Moubarak est le premier visé, comme le montrent les événements de ces derniers jours. Un dirigeant âgé, usé, au pouvoir depuis trois décennies, se recroqueville sur son pouvoir alors qu'il a perdu sa légitimité populaire. La situation économique est en effet catastrophique pour une majorité de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté. Le régime prédateur décourage les

initiatives locales et les investissements étrangers. Les médias sont sous étroit contrôle. La jeunesse désabusée s'expatrie à l'étranger quand sa situation le lui permet. Les revenus du pays sont insuffisants pour acheter la paix sociale, et cela ne s'améliorera pas avec la chute du tourisme et la hausse structurelle du prix des denrées alimentaires. Le pouvoir égyptien ne dispose donc pas des soupapes de sécurité qui peuvent agir ailleurs, à moins d'envisager des réformes radicales qui rendraient alors sa chute inéluctable. L'histoire montre qu'un régime aux abois choisit rarement l'ouverture.

Plusieurs éléments doivent retenir notre attention dans le cas de l'Égypte. Tout d'abord, et contrairement à la Tunisie, la société est largement perméable à la rhétorique islamiste, via l'influence considérable des Frères musulmans. L'armée, qui se veut le pilier du régime, est elle aussi pénétrée par la mouvance islamiste. Elle pourrait éclater si la pression de la rue devenait trop forte. La présence d'une forte minorité chrétienne (13 % de la population, soit dix millions d'habitants) qui continue de supporter le régime actuel par peur des Frères musulmans, complique davantage le jeu politique. Enfin, et c'est sans doute là l'élément déterminant, l'administration américaine semble aujourd'hui prête à lâcher le président Moubarak au cas où celui-ci ne procéderait pas immédiatement aux réformes permettant d'ouvrir le jeu politique et d'accroître la liberté d'expression. Barak Obama et Hillary Clinton ont été très clairs sur ce point. Dans cette perspective, cette situation présente de troublantes similitudes avec celle qui prévalait à la veille de la révolution islamique iranienne. L'administration démocrate du président Carter, pétrie de bonnes intentions, avait alors laissé tomber le Chah qui était pourtant l'allié le plus sûr des Occidentaux au Moyen-Orient. Celui-ci, abandonné des Occidentaux, s'était retrouvé dans une situation très comparable à celle dans laquelle se trouve aujourd'hui Hosni Moubarak. Ni les Américains, ni les Européens n'avaient mesuré la portée de leurs actes et n'avaient pensé à l'étape suivante. L'armée, pilier du régime, avait fini par déclarer sa neutralité et avait choisi de sacrifier le Chah qui était parti se réfugier aux États-Unis. Un gouvernement d'union nationale, mêlant libéraux, réformateurs, socialistes et islamistes, avait assuré la transition, avant que le clergé ne parvienne à s'imposer et écarter tous ses rivaux. On connaît la suite. Une nouvelle révolution islamique, égyptienne cette fois, ne contribuerait sans doute pas à renforcer la sécurité et la stabilité du Moyen-Orient.

Un pouvoir strictement militaire n'apporterait vraisemblablement pas de solution en Égypte, car face à la détermination des manifestants souhaitant la chute du régime actuel, l'armée devra au bout du compte choisir entre tirer ou ne pas tirer sur la foule. Dans le premier cas, elle perdra tout appui populaire et toute légitimité internationale. Dans le second, elle perdra sa crédibilité de décideur et ne pourra plus prétendre qu'au rôle d'arbitre. C'est le choix qu'a fait l'armée tunisienne. Ce fut également celui de l'armée iranienne impériale en son temps.

La situation est tout aussi préoccupante au sein de l'Autorité palestinienne. Son président actuel pourrait bien devenir une victime collatérale de la révolution du jasmin et ne pas survivre au renversement probable d'Hosni Moubarak. Sa légitimité, réduite comme peau de chagrin, a souffert d'accusations répétées de corruption et de pusillanimité. Pour nombre de ses concitoyens, il est « l'homme des Égyptiens, des Occidentaux et des Israéliens » et sa présence même ferait obstacle à une nécessaire réconciliation interpalestinienne. L'affaire des fuites d'Al Jazeera, stigmatisant les concessions qu'il aurait consenties à la partie israélienne, surgit comme par hasard au plus mauvais moment pour lui. La frustration du peuple palestinien ne s'exerce plus seulement à l'encontre du gouvernement israélien, mais vise désormais Mahmoud Abbas et son équipe. Là aussi, on voit mal quelles soupapes de sécurité pourraient être activées pour désamorcer la crise, car la Cisjordanie reste pauvre. À moins que le gouvernement israélien ne prenne conscience du danger et accepte de relancer les négociations sur une base plus juste et plus crédible, mais rien ne le laisse présager. Face à un tel blocage, le peuple palestinien ne risque-t-il pas de se tourner, d'une manière ou d'une autre, vers le Hamas ? Celui-ci semble se positionner comme un interlocuteur incontournable, grâce notamment au nouveau jeu de la Turquie dans la région.

Si Mahmoud Abbas devait être renversé, on imagine mal comment les Occidentaux, les régimes arabes modérés et les Israéliens pourraient s'opposer à la tenue de nouvelles élections générales au sein de l'Autorité palestinienne. Si celles-ci se déroulaient librement, il est probable, compte tenu du contexte, que le Hamas l'emporterait.

Israël de plus en plus isolé

Pour l'instant, la seule réaction officielle du gouvernement israélien consiste à marteler le souhait de préserver les traités de paix conclus avec l'Égypte et la Jordanie. Compte tenu de la gravité de la situation, le Premier ministre israélien a imposé à ses ministres un strict devoir de réserve. À force de temporiser, de fragmenter le camp palestinien et de rejeter tout compromis de manière à faire prévaloir le *statu quo*, Israël risque de se retrouver dans une situation où il lui faudra faire face à des interlocuteurs beaucoup moins conciliants que le Fatah de Mahmoud Abbas et le gouvernement égyptien d'Hosni Moubarak. Alors que le front sud (face à l'Égypte) ne constituait plus depuis longtemps une menace, le front militaire s'étant déplacé vers le nord face à la Syrie et au Liban, il est probable que l'état-major israélien se voie contraint d'étudier à nouveau une posture de défense tous azimuts visant également l'Égypte. Il n'est pas impossible que cela l'oblige à modifier sa stratégie en matière de dissuasion nucléaire, pour sortir de sa posture d'ambiguïté et afficher une stratégie de dissuasion assumée.

Le « modèle turc » : une option possible de sortie de crise

Cela peut susciter l'agacement, mais le fait est que dans l'ensemble du monde arabo-musulman, le régime turc actuel est perçu comme un modèle par l'ensemble des opinions publiques, à défaut de l'être par leurs dirigeants. La Turquie s'est en effet dotée d'un gouvernement et d'un Parlement qui promeuvent ouvertement l'Islam sunnite, tout en garantissant le caractère laïc des institutions. Le régime est indiscutablement républicain et démocratique. L'armée, qui ne cherche plus à s'emparer du pouvoir, se pose en arbitre pour s'assurer que le gouvernement islamique ne franchira pas certaines lignes rouges. La Turquie est en outre ouverte sur le monde et affiche son soutien à la mondialisation économique et au respect des règles de libre-échange. Sa croissance économique est insolente, même si elle revient de loin. Sa politique étrangère se veut équilibrée, réceptive aux attentes des pays occidentaux, sans être pour cela alignée sur leurs positions. Pour de nombreux arabes qui réfutent le prosélytisme chiite iranien et le dogmatisme waabite saoudien, la Turquie représente une voie médiane acceptable. Pourquoi les forces politiques

égyptiennes ne pourraient-elles pas s'en inspirer pour établir un régime pondéré, ouvert à la fois sur l'Islam et l'Occident, protecteur des chrétiens d'Orient, qui permette au passage à l'Égypte de retrouver son rôle traditionnel de phare des communautés arabes ?